

Des critères éthiques face aux importations

Le printemps s'annonce à peine que les étals de nos supermarchés regorgent de fraises d'Espagne ou d'asperges du Mexique. Pour bien des consommateurs, difficile de résister. Pourtant, l'importation de ces fruits et légumes pose des problèmes éthiques. Une botte d'asperge du Mexique arrivée chez nous par les airs nécessite cinq litres de pétrole. La même botte, cultivée en Suisse au mois de mai, n'en consomme que trois décilitres. A l'heure où nous tentons de réduire nos émissions de CO₂, un tel gaspillage est choquant. Les conditions de production de ces fruits et légumes sont d'autre part souvent critiquables. Dans le Sud de l'Espagne, par exemple, les cultures intensives surexploitent une eau rare et la polluent, ainsi que le sol, par l'usage massif d'engrais et de pesticides. Dans cette région et dans bien d'autres, les conditions de travail des employés agricoles sont en outre absolument scandaleuses. Cette exploitation du personnel agricole, et le fait que le coût écologique des transports et de la production n'est pas internalisé, permettent de proposer ces fruits et légumes à des prix très bas. Ils constituent dès lors une concurrence déloyale pour nos produits locaux qui sont, eux, cultivés dans des conditions sociales et écologiques fiables.

Cette situation n'est pas acceptable. Aujourd'hui, sept cantons déposent à Berne des initiatives cantonales pour y remédier. A chaque fois, le sujet a été débattu dans les Grands Conseils et le mandat donné aux Conseils d'Etat d'intervenir au niveau fédéral. Le Jura a d'ores et déjà déposé son initiative, qui s'articule autour de trois points. Elle invite tout d'abord les autorités fédérales à s'engager dans les négociations avec l'OMC et l'UE pour que soient instaurées des conditions de travail justes et mises en place des méthodes de production durables pour tous les produits importés en Suisse. Elle demande ensuite que toutes les denrées importées en Suisse présentent une déclaration concernant les conditions sociales et la durabilité de leur production. Enfin, elle propose que les denrées alimentaires produites dans des conditions sociales qui sont en contradiction flagrante avec les standards de notre pays soient interdites d'importation en Suisse. Vaud, Valais, Fribourg, Berne et Neuchâtel vont eux aussi intervenir auprès des autorités fédérales. Et une demande est en cours au Grand Conseil genevois.

Au moment où le dossier de l'accord de libre échange dans le secteur agroalimentaire avec l'UE est soumis à la commission de l'économie du Conseil national, cet engagement des cantons est un signal. La production locale de nos denrées alimentaires a peut-être un prix, mais elle a aussi et surtout une valeur. Il ne s'agit pas simplement de faire du protectionnisme ou de défendre une corporation. Il s'agit d'affirmer l'attachement des consommateurs et des citoyens suisses à des modes de production respectant des principes écologiques et sociaux minimaux, tous lieux de production confondus. Des principes que nous refusons de sacrifier au nom de l'ouverture des marchés.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Terre & Nature le 10 avril 2008